

Misère

□□□□ □□□□, 12 mai 1933

Un groupe de députés — dont on dit qu'ils représentent le tiers de la Chambre — souhaitent interpeller le gouvernement sur la question des impôts, les trouvant, comme les trouve le peuple, d'un poids si écrasant que les propriétaires terriens ne peuvent s'en acquitter. Ils font valoir que le Premier ministre lui-même a déclaré dans un communiqué que ces impôts absorbent la moitié du revenu que les propriétaires arrachent à leurs terres au prix de la peine et de l'effort, de la sueur et de l'épuisement.

D'autres affirment que le chiffre dépasse la moitié et peut atteindre les deux tiers. Les uns et les autres soutiennent que le gouvernement avait un jour promis de réduire ces impôts ; les uns et les autres soutiennent ensuite que le gouvernement a trahi sa promesse et n'a pas touché aux impôts — car le gouvernement n'admet rien d'autre que la perception intégrale de ces impôts, sans diminution ni concession. Si le paysan s'en acquitte tel quel, soit ; sinon, Dieu n'a pas créé le fouet en vain — Il l'a créé pour qu'il s'applique sur le dos de ceux qui se dérobent à leur dette envers le gouvernement. Et Dieu Tout-Puissant n'a pas créé les prisons en vain — Il les a créées pour recevoir parmi leurs pensionnaires ceux qui diffèrent, par impuissance ou par ruse, le paiement de ce qu'ils doivent au gouvernement. Et Dieu Tout-Puissant n'a pas créé la police en vain — Il l'a créée pour ligoter et traîner dans la boue ceux qui sont incapables, ou feignent de l'être, de s'acquitter de ce qu'ils doivent au gouvernement.

Et tant que le Ministère aura besoin d'argent, et tant que le peuple sera tenu — qu'il en soit capable ou non — de fournir au gouvernement ce qu'il exige, le gouvernement doit réclamer et le peuple doit payer. C'est pure importunité et embarras que d'appeler le gouvernement à la clémence, car Dieu n'a pas créé les gouvernements pour la clémence ; et c'est pure importunité et embarras que de vouloir soulager le paysan et alléger ses charges, car Dieu n'a pas créé le paysan pour qu'on le soulage ou l'allège — Il l'a créé pour qu'il souffre, et souffre toujours ; pour qu'il se plaigne, et se plaigne toujours ; afin que ses gémissements traversent les âges et deviennent l'image fidèle de sa longue et mélancolique histoire.

Le besoin d'argent du gouvernement ne connaît pas de fin, car il a des fonctionnaires qu'il faut rémunérer — rémunérer à des taux plusieurs fois supérieurs à ceux de leurs homologues dans les autres pays — et dont les traitements doivent être augmentés par dérogation, quand bien même le gouvernement aurait juré sur tout ce qu'il a de plus sacré de supprimer ces dérogations. Et tant qu'il y aura des fonctionnaires, et tant que ces fonctionnaires toucheront des traitements, et tant que ces traitements seront susceptibles d'être étendus à l'infini, le gouvernement peut réclamer et le paysan doit payer — car Dieu a créé les hommes pour que les uns sucent le sang des autres, et pour que les uns trouvent leur bonheur dans la misère des autres. Et le gouvernement n'a pas besoin d'argent uniquement pour rémunérer ses fonctionnaires ; il a besoin d'argent aussi pour honorer sa dette, et pour l'honorer en or s'il ne peut s'arranger pour la régler en papier. Le gouvernement ne peut se permettre de tergiverser dans le service de sa dette, car cela irriterait les étrangers et les amènerait à mal nous juger. La misère du paysan et ses souffrances, sa faim et sa soif, son exposition aux épidémies meurtrières et aux maladies dévastatrices nées de la faim, de la soif et du dénuement — tout cela est plus supportable et de moindre importance que le courroux de l'étranger et le mauvais jugement qu'il porte sur nous.

Et pourquoi pas ! C'est là un sentiment naturel que tout être humain éprouve. Il est des gens qui supportent la faim et le dénuement, et les préfèrent à laisser paraître sur eux le moindre signe de désordre dans la mise ou de gêne dans la situation ; ils achètent ainsi leur réputation au prix du supplice de la faim et du tourment de la soif. Ce qui vaut pour les individus doit valoir pour les nations. Soyons donc pauvres, soyons indigents, laissons la faim et la maladie nous dévaster — mais l'étranger doit croire, et croire toujours, que nous sommes riches et aisés et capables de payer en or lorsque nous ne pouvons le satisfaire en papier.

Nous devons acheter notre réputation à n'importe quel prix — fût-ce au prix d'exposer des masses de gens au typhus et aux épidémies et maladies du même ordre. Et puisque l'étranger nous croit capables, il peut exiger et nous devons payer ; si nous reculons ou montrons la moindre inclination à reculer, c'est de la trahison et une mise en péril de la réputation du pays. Et puisque nous avons une réputation qu'il faut préserver, qu'elle le soit sous tous ses aspects et protégée sous toutes ses formes et manifestations.

Que le Premier ministre voyage donc en Europe pour y soigner sa santé, et que toute la pompe et la magnificence dignes du pays des Pharaons l'accompagnent dans son voyage et sa cure ! Sinon l'étranger nous croira pauvres ! Il nous accusera d'être dans le dénuement ! La mort et l'anéantissement valent mieux que de laisser l'étranger nous voir tels que nous sommes — misérables et dans la détresse, incapables de trouver de quoi nourrir nos enfants et les instruire.

Ce sont là des choses qui doivent rester un secret scellé entre nous. C'est un feu que nous devons subir et dans lequel nous devons brûler sans que l'étranger le perçoive ou le ressente ! Sinon notre réputation est perdue et notre dignité exposée au péril !

Parmi les manifestations de la réputation indispensables à une nation indépendante et digne figure le fait que nos scouts voyagent à Budapest — traversant la mer, parcourant la terre, dépensant des milliers — afin que les étrangers disent : Comme est grande la part de l'Égypte dans la civilisation et la richesse ! Elle possède des scouts comme les autres pays, et elle les envoie en Europe pour que le monde les voie. Et il ne faut pas que l'étranger apprenne que les pères de ces jeunes gens que le gouvernement envoie à Budapest se tordent peut-être de faim, et se trouvent peut-être dans l'incapacité de nourrir leurs autres enfants.

Parmi les manifestations de cette réputation qu'il faut maintenir inviolée et préserver figure le fait que nous ayons un théâtre où l'on danse, où l'on chante, où l'on joue, où les étrangers puissent venir librement et jouir de tous les plaisirs qu'il offre. Et les danseurs et danseuses, les chanteurs et chanteuses, les acteurs et actrices, et les étrangers qui le fréquentent, ne doivent pas apprendre que le Ministère de l'Instruction publique dépense pour eux ce qu'il dépense, tout en chassant nos enfants des écoles parce que leurs pères ne trouvent pas de quoi payer !

Ce sont là des secrets qui doivent rester scellés entre nous. Nous en souffrons, nous nous en plaignons, nous gémissons sous la sévérité de la douleur et l'ardeur de la plainte — mais nous sommes des paysans ! Et le paysan a-t-il été créé pour autre chose que souffrir, se plaindre et gémir ?! Et que serait la vie du paysan si elle n'était un gémissement ininterrompu à travers les âges, image fidèle de sa longue et mélancolique histoire ?!

Comme il conviendrait à ces quelque cinquante députés qui ont déposé une interpellation d'y renoncer — car ils tentent quelque chose qui n'admet ni remède ni espoir !

Où est donc le courage qui permettrait au Ministère d'aborder la question des impôts — d'exposer les traitements des fonctionnaires à une réduction et de révéler la vérité de notre situation à ceux qui nous regardent comme un berger avisé regarde ses troupeaux dont les mamelles regorgent d'un lait riche et savoureux ?

Il n'y a aucun espoir que les impôts soient touchés ni réduits ; il n'y a même aucun espoir que l'interpellation soit examinée. Elle sera repoussée à une date indéterminée si ses auteurs ne la retirent pas ; et s'ils refusent un ajournement sine die, on leur dira : faites preuve de tact et de délicatesse, songez que le Premier ministre est en voyage, songez qu'il est malade — et qu'en sa qualité de chef du gouvernement il est aussi ministre des Finances, le seul à même de dire oui ou non sur cette question. Montrez donc un peu d'égard, un peu de courtoisie, un peu d'attention aux convenances ! Attendez que le Premier ministre revienne !

Les députés interpellateurs entendront ces paroles, et l'amour du tact les saisira, et la compassion pour le voyageur souffrant les envahira, au point qu'ils préféreront ménager le Premier ministre plutôt que de se hâter au secours du paysan. Le paysan a souffert pendant des années ; qu'il souffre encore quelques mois. Les impôts resteront ce qu'ils sont, et le paysan continuera d'en souffrir comme il souffre aujourd'hui de leur feu ! Le paysan gémit, tourmenté par deux feux : le feu de la canicule qui brûle sa peau, et le feu de la faim et du chagrin qui brûle ses entrailles ! Le paysan est patient — il a été créé pour endurer les épreuves et tenir ferme contre l'adversité !

Quant à moi, il m'importe peu que les impôts soient réduits ou non. Ce qui me préoccupe, c'est que le paysan prenne conscience de toute la misère qui l'entoure.